



## Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

92-2 | 2015

Grands barrages et frontières dans les pays du Sud

---

# Les grands aménagements hydroélectriques du Laos au cœur du bassin du Mékong

*The giant hydropower schemes of Laos in the heart of the Mekong river basin*

Fabrice Mignot

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/609>

DOI : 10.4000/bagf.609

ISSN : 2275-5195

### Éditeur

Association AGF

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2015

Pagination : 208-225

ISSN : 0004-5322

### Référence électronique

Fabrice Mignot, « Les grands aménagements hydroélectriques du Laos au cœur du bassin du Mékong », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 92-2 | 2015, mis en ligne le 22 janvier 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/609> ; DOI : 10.4000/bagf.609

---

Bulletin de l'association de géographes français

# ***Les grands aménagements hydroélectriques du Laos au cœur du bassin du Mékong***

(THE GIANT HYDROPOWER SCHEMES OF LAOS IN THE HEART OF THE MEKONG RIVER BASIN)

**Fabrice MIGNOT\***

**RÉSUMÉ** – *Pour sortir sa population de la pauvreté et s'engager dans le développement économique, le Laos a entrepris une politique de construction de grands barrages hydroélectriques, avec l'encouragement des institutions internationales cherchant à favoriser l'intégration régionale de cet État communiste. Dans cette voie, il a trouvé un partenaire enthousiaste, culturellement proche : la Thaïlande, qui finance et construit les plus grands barrages, et est le principal acheteur de l'électricité laotienne. Cependant, en négligeant l'avis de ses alliés politiques, le Viêt Nam et le Cambodge, sur les conséquences environnementales de ces barrages, il contribue à faire ressurgir d'anciennes fractures géopolitiques.*

**Mots-clés** : Laos – Développement – Barrage hydroélectrique – Joint-venture – Traité – Aire culturelle

**ABSTRACT** – *To lift its people out of poverty and to promote economic development, Laos has undertaken a policy of large hydropower dam building, encouraged by international institutions with the aim of the regional integration of this communist state. On this path it has found an enthusiastic partner, culturally closed to it: Thailand, which finances and builds the largest dams, and which is the main buyer of Laotian electricity. However, neglecting the opinion of his political allies, Vietnam and Cambodia, on the environmental consequences of these dams contributes to revive old geopolitical divides.*

**Keywords**: Laos – Development – Hydropower dam – Joint-venture – Treaty – Cultural area.

Les ressorts culturels et politiques du bassin du Haut Mékong ont toujours été difficiles à saisir par les intervenants extérieurs. Au XIX<sup>e</sup> siècle, des explorateurs français, britanniques, ainsi que d'autres Européens, se sont rendus au Laos, dont les multiples princes tributaires du roi de Siam régnaient

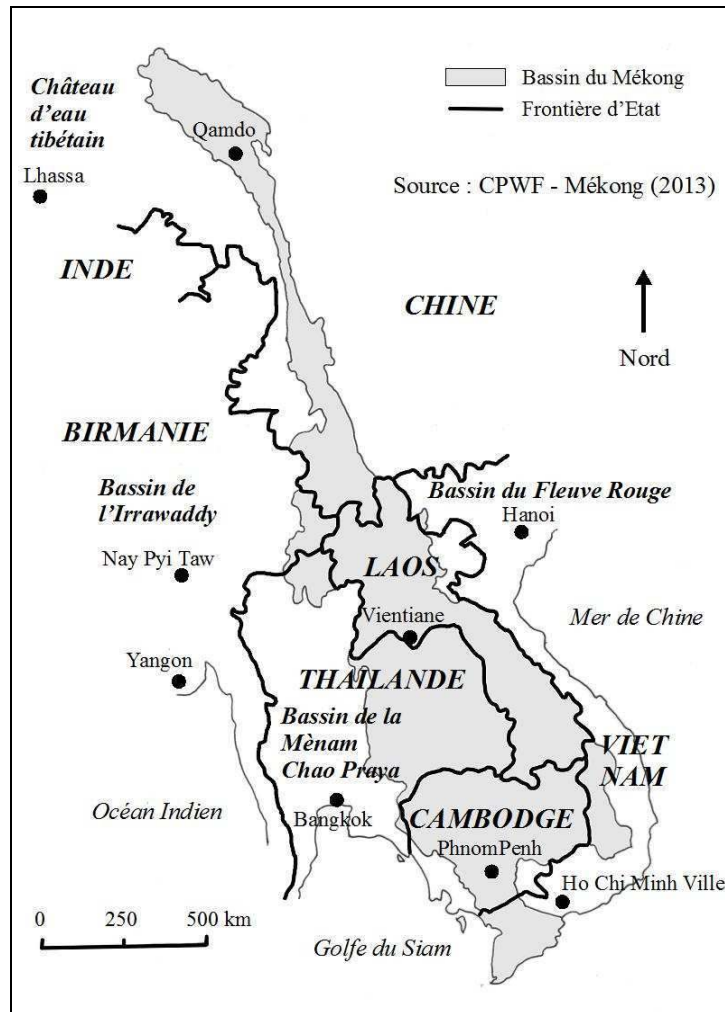
---

\* Chercheur en géopolitique à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) – Courriel : mignot.laos@gmail.com

sur le nord de la Thaïlande actuelle et la plus grande partie du territoire appelé aujourd'hui République démocratique et populaire lao (RDPL). Partant des bouches du Mékong, de la Mènam Chao Praya ou du Fleuve Rouge, ces explorateurs pensaient pouvoir ouvrir une route commerciale fluviale pour pénétrer le marché chinois, mais ils se sont heurtés, outre les difficultés techniques de navigation, à des pouvoirs récalcitrants et mal contrôlés par le centre politique siamois. Usant des antagonismes entre ces différents acteurs locaux et de la faiblesse de l'implantation siamoise pour s'immiscer dans les territoires lao, la colonisation française a légué une frontière linéaire passant au milieu du Mékong, jusqu'alors fleuve charnière. Celle-ci a séparé une même aire culturelle dominée par la civilisation thaïe, à laquelle appartiennent Siamois, Lao, Yuan, Shan, Lü et autres Thaïs des vallées montagnardes.

Les guerres successives, de 1946 à 1979, et la fermeture des pays communistes ont creusé ce fossé, apporté de nouveaux clivages culturels, plus politiques qu'ethniques (Thaïs Isan face aux Lao de la RDPL), et éloigné toute perspective d'une politique régionale de gestion commune du bassin du Haut Mékong par tous les pays concernés. Dans ce contexte, la région de l'Isan, ex-province laotienne de Khorat, limitrophe du Mékong, est restée très en deçà du développement du sud de la Thaïlande, en raison notamment de la polarisation des activités économiques modernes sur Bangkok, capitale macrocéphale, et de son instabilité, causée par quelques milliers de guérilleros communistes cachés dans ses forêts jusqu'à l'aube des années 1980 [Missingham 2003, p. 23]. Dans les années 1990, les régimes communistes vietnamien cambodgien et laotien, privés de l'aide soviétique et plongés dans le sous-développement (respectivement PIB en \$ par habitant en 1990 à la fin de l'URSS : 94, 188 et 205 ; à comparer avec la Thaïlande et la Malaisie : 831 et 2 636), se sont tournés vers l'ASEAN.

L'intégration régionale économique par le biais de la création de grandes infrastructures, tels les barrages hydroélectriques, associées à des microprojets socio-économiques, est devenue la perspective principale proposée par les institutions internationales de financement. Cette stratégie est encore la source d'un quiproquo, car, plutôt qu'une intégration régionale globale, les grands projets d'infrastructures hydroélectriques au Laos concourent à faire renaître les lignes de fragmentation précoloniales de la péninsule indochinoise.



**Figure 1** – Le partage du bassin du Mékong entre États  
(source : *Challenge Program on Water and Food (CPWF) – Mekong*, 2013)

### 1. L'objectif d'intégration régionale du Laos par les barrages hydroélectriques

Au début des années 1990, le Conseil d'assistance économique mutuelle du bloc communiste n'existe plus et la Russie réclame le paiement des dettes de la RDPL, dont l'état de développement ne semblait guère avoir évolué depuis l'époque coloniale (IDH 0,34 en 1990). Ses équipements sont quasi-inexistants : ce vaste pays, dont la surface représente la moitié de celle de la

Thaïlande (ou de la France), est dépourvu de routes goudronnées et ses pistes de terre défoncées sont parcourues par de rares et vétustes véhicules à moteur ; ses systèmes de santé et d'éducation sont plus que précaires. Tandis que de grandes affiches et des billets de banque glorifient quelques infrastructures de la province de Vientiane, comme une usine de ciment et le barrage hydroélectrique de la Nam Ngum (pourtant achevé en 1970, avant la prise de pouvoir par les communistes) qui semblent être les rares vestiges industriels du pays, la population des villes laotiennes à l'aspect rural envie celle de Thaïlande (IDH 0,50 en 1990), où, de plus, la démocratie s'impose en 1992. Le Mékong, fleuve frontière, apparaît alors comme une ligne de fracture politique et économique séparant deux mondes antagonistes.

Acculé économiquement et isolé politiquement, le Viêt Nam, puissance contrôlant le Laos et le Cambodge, décide de jouer la carte régionale, plutôt que l'isolement choisi par la Corée du Nord, autre pays communiste asiatique ayant gravement subi la chute de l'URSS. Sa forte démographie et la proximité de son rival chinois, qui, en 1979 après l'entrée au Cambodge des troupes vietnamiennes, a dévasté sa frontière septentrionale et a occupé une province laotienne, l'ont probablement orienté vers ce choix pour maintenir son régime et son influence. Rapidement, des centaines d'ONG occidentales sont autorisées à se déployer au Laos et au Cambodge. Les projets d'équipement soutenus par les grands bailleurs de fonds internationaux que sont la Banque mondiale et l'*Asian Development Bank* (ADB), basée aux Philippines (ancienne colonie des États-Unis, restée proche de son ancien tuteur), se multiplient. En 1992, l'ADB lance le programme de la *Greater Mekong Subregion* (GMS). En 1993, le Cambodge expérimente un semblant d'alternance politique démocratique à l'occidentale. A la suite de ces élections pluralistes, l'Occident pense pouvoir faire évoluer les régimes totalitaires du Laos et du Viêt Nam par la voie de l'intégration économique. Les sociétés occidentales, japonaises et sud-coréennes, y investissent en fondant des entreprises communes (*joint ventures*) avec des entreprises publiques locales, seule formule autorisée, ce qui permet à ces pays sinistrés de sauver la face et de faire profiter de nouveaux avantages leur nomenclature inquiète.

L'entrée de ces pays dans l'ASEAN, l'ancienne coalition régionale anticommuniste, s'est préparée à l'intérieur même de leurs frontières, à la différence de la Birmanie, autre candidat admis, mais resté assez hermétique et régi par des règles très particulières. Elle sera effective lors de la seconde moitié des années 1990. La gestion du bassin du Mékong constitue un test du changement d'attitude de ces pays à l'égard de leurs voisins. En 1995, les trois pays de l'ex-Indochine française et la Thaïlande, allié fidèle de l'Occident en Asie du Sud-Est continentale, concluent un traité permettant la renaissance de la *Mekong River Commission* (MRC), dont la mission est de gérer le bassin de ce cours d'eau de manière commune. S'il affirme le droit des États à utiliser le fleuve, ce traité prévoit néanmoins un processus de consultation préalable pour

évaluer l'impact transfrontalier des projets d'aménagement. La RDPL est un pays essentiel de ce dispositif puisque son réseau hydraulique alimente 35% du débit du Mékong.

En l'absence de véritables grandes infrastructures et industries, l'hydroélectricité apparaît comme le meilleur vecteur d'intégration économique du Laos dans l'espace régional. En 1996, une étude de l'ADB conclut que « *l'exploitation des ressources hydro-électriques représente pour la RDPL la route la plus directe vers la croissance des exportations et la hausse de son PIB* » [Pholsena & Banomyong 2004, p. 96]. Le gouvernement laotien entrevoit les profits qu'il peut tirer de cette énergie, et présente régulièrement son pays comme la « batterie de l'Asie du Sud-Est ». La Banque mondiale et l'ADB financent les barrages du Laos, ainsi que les études techniques, les lignes électriques, l'intégration énergétique régionale, etc.

Des banques privées ou publiques étrangères, pour la plupart thaïlandaises, participent au mouvement. La stratégie d'implantation économique thaïlandaise est très efficace au Laos, non seulement en raison de la proximité géographique, linguistique et culturelle permettant de capter facilement la clientèle lao, mais surtout parce que les banques et les institutions publiques thaïlandaises y soutiennent les investissements des entreprises thaïlandaises. Sous la forme de *joint ventures*, des consortiums composés d'une compagnie nationale laotienne et de sociétés étrangères ont été constitués pour réaliser les barrages. La principale condition est le retrait de ces sociétés étrangères du capital, alors dévolu à l'entreprise laotienne, après une vingtaine d'années. En 1999, la production d'électricité devient la première source de devises étrangères pour le Laos, et, dix ans plus tard, elle contribue à la moitié de la croissance du PIB du pays [Pholsena 2011, p. 162]. Actuellement 80 projets hydro-électriques sont en cours de conception ou de construction sur le Mékong et ses affluents, essentiellement au Laos [Kim Hang Pham Do 2014, p. 6]. La Thaïlande s'est engagée à acheter 7 000 MW alors que la production actuelle n'est que de 3 000 MW.

Les réalisations récentes et les projets prévus sont impressionnants pour ce pays aux faibles structures de production industrielles. Avant 1990, le Laos ne disposait que d'un seul grand barrage, appelé Nam Ngum 1, d'une capacité de plus de 155 MW. En 2000, celui de Nam Leuk, d'une capacité de 60 MW, entre en exploitation, suivi de Nam Mang 3 en 2004, d'une capacité de 40 MW. Ces trois barrages de taille modeste sont situés dans la province de Vientiane, et l'investisseur unique est la société nationale, *Electricité du Laos* (EdL). En 1994, un consortium composé d'EdL (60%), de Nordic (20%) et de GMS (20%) réalise au sud de la province de Bolikhamxai le barrage de Theun Hiboun. Entré en service en 1998 avec une capacité de 210 MW, ce barrage annonce une nouvelle ère énergétique pour le Laos.

En 2010, le grand barrage Nam Theun 2, dans la province de Khammouane, d'une capacité de 1 075 MW, entre en exploitation. Pour le gouvernement

laotien, les revenus de ce barrage doivent permettre de réduire la pauvreté de la population et favoriser le développement économique [Lawrence 2009, Cooper 2012]. En effet, l'arrière-pays montagneux de cette province, difficilement accessible et peuplé essentiellement d'essarteurs austro-asiatiques dans les années 1990, a vu l'installation de nouveaux villages vietnamiens et d'usines, desservis par des routes asphaltées joignant le Mékong au Viêt Nam. En outre, le secteur de l'extraction minière (cuivre, or, argent, etc.), devenu le premier poste d'exportation, est en développement autour de sites importants, gros consommateurs d'énergie. Le consortium d'investisseurs, *Nam Theun 2 Power Company* (NTPC), est composé d'*Electricité de France* (EDF, 40%), d'*Electricity Generating Public Company* (EGCO, société privée thaïlandaise issue de l'entreprise publique nationale EGAT, 35%) et de la *Lao Holding State Enterprise* (LHSE, société publique laotienne, 25%). L'investisseur laotien devient désormais minoritaire dans ce nouveau type de montage financier. L'augmentation considérable de la capacité énergétique d'un seul équipement entraîne un changement structurel et idéologique : l'État communiste ne maîtrise plus la majorité du capital de cette grande infrastructure dont le coût dépasse celui du PIB du pays. L'indépendance du pays serait-elle compromise ?

Une crise révélatrice de cette contradiction apparaît rapidement. En juillet 2003, la direction d'EDF annonce son intention de se retirer du projet en raison de la renégociation des prix de vente de l'électricité à la baisse par le principal client, l'entreprise publique nationale thaïlandaise, *Electricity Generating Authority of Thailand* (EGAT). A la suite de l'intervention du président Chirac saisi par le gouvernement laotien, la direction d'EDF, société contrôlée majoritairement par l'État français, revient en novembre 2003 sur son intention de retrait [Lawrence 2009]. Il est convenu qu'après une période de 25 ans d'exploitation la propriété du barrage soit cédée par le consortium à l'État laotien, ou renégociée [Pholsena & Banomyong 2004, p. 100], selon les modalités de la loi de l'électricité de 1997 [Mottet & Lasserre 2014]. Tirant les leçons de cette affaire, le gouvernement laotien cherchera à favoriser les investisseurs régionaux et à diversifier ses partenaires.

Actuellement, le nombre de barrages en exploitation est de 14, en construction de 12, et en prévision (ayant déjà fait l'objet d'un accord avec des sociétés étrangères) de 25 (seconde étape de négociation) et 35 (première étape de négociation). Parmi ces barrages, certains ont un gabarit considérable comme le nouveau barrage appelé Nam Ngum 2, avec 615 MW, ou celui, en construction, dans la province de Xaignabouly d'une capacité prévue de 1 285 MW. Cinq autres grands barrages de capacité comparable sont prévus sur le cours du Mékong. Les autres sont de capacité inférieure à 500 MW, et pour un très grand nombre, inférieure à 100 MW.





norvégiennes, etc., sont aussi impliquées dans ces projets, poursuivant ainsi l'ouverture du pays à l'investissement international, comme le souhaitaient les bailleurs de fonds institutionnels.

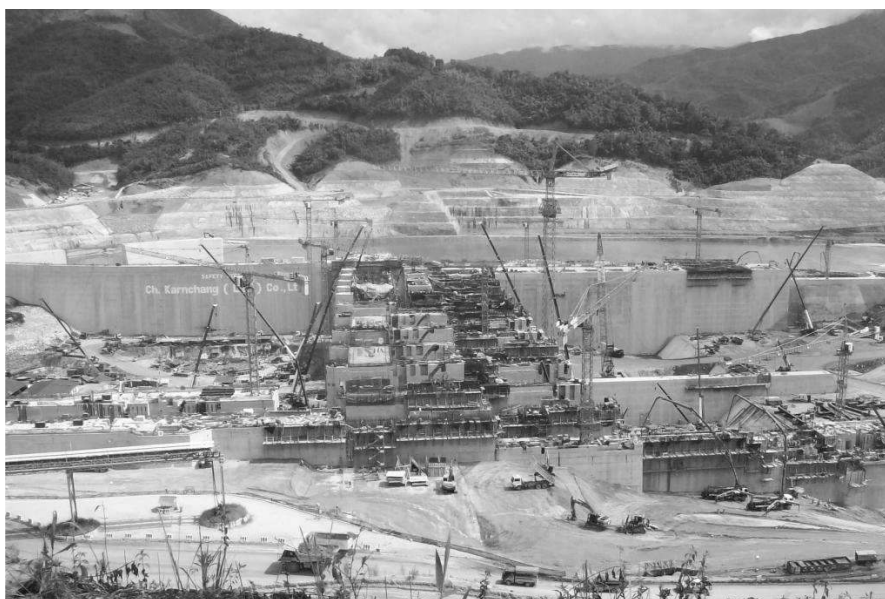
Cependant, l'entretien futur des équipements et la technicité de la main-d'œuvre locale restent des inconnues, tout comme les impacts environnementaux. Enfin, les débouchés de l'électricité sont aléatoires, puisqu'ils dépendent beaucoup de la croissance économique en Thaïlande, pays touché par des soubresauts politiques violents depuis 2006 et ayant remis son rôle de modèle de démocratie dans la péninsule depuis le coup d'État militaire de mai 2014. Dirigée par une junte et renouant avec le cycle de dictatures antérieur à 1992, la Thaïlande se rapproche du régime politique de son voisin laotien, où d'anciens officiers supérieurs contrôlent les véritables instances de pouvoir, à savoir le Bureau politique du parti unique et la direction des entreprises publiques. Cette évolution pourrait rapprocher davantage les élites laotiennes (craignant toute évolution démocratique) du pouvoir thaïlandais actuel, pourtant peu apprécié par la population laotienne plutôt favorable aux « chemises rouges » déchuées en raison de leurs réalisations en faveur des habitants de l'Isan.

## **2. Les barrages hydroélectriques participent à la recomposition de l'aire culturelle thaïe**

La multiplicité des nationalités des investisseurs est un trompe-l'œil, car les plus grands projets de barrages ont été et sont encore soutenus par des sociétés et des banques thaïlandaises. En outre, 80% des clients de l'électricité laotienne sont des entreprises thaïlandaises [Pholsena 2011, p. 162]. Les investisseurs thaïlandais sont majoritaires dans le récent barrage de la Nam Ngum 2 avec 66% (3 sociétés) et 50% dans celui en construction de la province de Xaignabouly. En outre, un investisseur thaïlandais détient 35% du capital du barrage de Nam Theun 2. Dans ce dernier, EdL ne détient qu'un quart des parts du consortium, et seulement un cinquième dans celui de Xaignabouly. Actuellement, les sociétés thaïlandaises contrôlent 33% de la capacité de production de la RDPL, contre 38% pour les sociétés laotiennes. Les premières se trouvent donc en position de force à toutes les étapes du processus de production et de commercialisation : elles peuvent décider du niveau de production et influencer sur les prix de vente de l'électricité. En outre, toute crise économique en Thaïlande aura nécessairement des répercussions sur la production et les prix de l'électricité laotienne. Le Viêt Nam, qui s'est équipé de grands barrages, et la Chine ne concourent que pour une faible part à l'écoulement de la production électrique du Laos, et ne pourraient éviter une surchauffe de ses installations en cas de surproduction.

La construction du barrage de Xaignabouly sur le Mékong éclaire tout particulièrement ce processus de recomposition des zones d'influence dans la

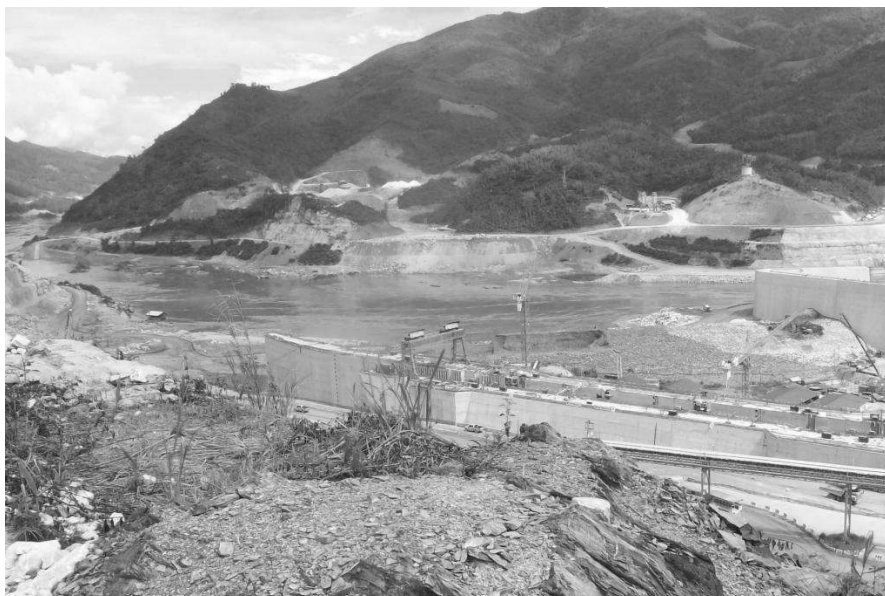
péninsule indochinoise. Le consortium de ce barrage est formé, pour moitié du capital, par trois grandes entreprises thaïlandaises : *Ch. Karnchang*, EGCO et *Bangkok Expressway*. Il est financé par 6 banques thaïlandaises, dont la banque d'État, *Krung Thai Bank*. L'entreprise nationale thaïlandaise EGAT s'est engagée à acheter 95% de la production du barrage. Celui-ci coupe le Mékong entre les provinces de Xaignabouly et de Luang Phrabang, et n'est pas limitrophe de la Thaïlande. Or ce pays a toujours considéré que la province de Xaignabouly située sur la rive droite du Mékong devait faire partie intégrante de son territoire. Cette province a été arrachée au Siam en 1904 et rattachée au royaume de Luang Phrabang sous protectorat français. L'armée thaïlandaise l'a occupée entre 1941 et 1946. Sous la pression française et britannique, elle a dû la céder au nouveau royaume du Laos.



**Photo 1** – Travaux de construction du barrage de Xaignabouly sur le Mékong (octobre 2014, phot. F. Mignot)

En 1988, des affrontements s'y sont déroulés, mettant aux prises l'armée thaïlandaise et les troupes laotiennes, épaulées par la population locale et des conseillers vietnamiens. Jusqu'au milieu des années 2000, en raison des troubles liés à la guérilla royaliste, la police contrôlait toutes les entrées de personnes dans cette province. Un poste frontière international n'a été rétabli que depuis quelques années au sud de la province, favorisant une circulation nord-sud facilitée par le relief. L'implication de grandes entreprises thaïlandaises dans la construction du barrage de Xaignabouly apparaît donc

comme fortement géostratégique. D'ailleurs, le gouvernement laotien vient de faire achever un pont sur le Mékong et une nouvelle route de montagne selon un axe ouest-est pour assurer un rattachement au reste du pays de cette province isolée par la dégradation rapide des anciennes voies de communication et la fermeture de sa ligne aérienne civile.



**Photo 2** – Le Mékong en amont du barrage de Xiañabouly (octobre 2014, phot. F. Mignot)

Pour l'édification de ce nouveau barrage, quelque 2 100 riverains vont être déplacés. Celle du barrage de Nam Theun 2 a entraîné le déplacement de 6 289 personnes réinstallées dans 15 nouveaux villages sur les rives du lac de barrage [Mottet & Lasserre 2014]. Ces effectifs sont faibles pour des autorités qui ont organisé dans l'ensemble du pays le déplacement forcé vers les basses terres de centaines de milliers d'essarteurs austro-asiatiques et hmong au cours des années 1990 pour officiellement lutter contre la déforestation [Mignot 2003]. Dans une enquête de terrain effectuée en 2012 par deux géographes canadiens, les villageois déplacés du site de Nam Theun se sont déclarés satisfaits des maisons et de leurs aménagements, mais ont confié que les terres allouées ne pouvaient combler que trois mois de leur consommation alimentaire et que les autres activités économiques mises en place ne leur permettaient pas d'assurer leur subsistance [Mottet & Lasserre 2014].

Cependant, le gouvernement laotien n'aura pas à subir les critiques des personnes déplacées ou d'ONG locales [Lawrence 2009], car les libertés

publiques restent inconnues en RDPL. Les statistiques officielles en la matière sont souvent absentes, incomplètes ou dépourvues de fiabilité [Mottet & Lasserre 2014]. Il n'existe ni ONG ni journaux indépendants, et les représentants de la société civile consultés pour les projets hydroélectriques appartiennent à des associations dépendant du parti unique [Cooper 2012]. Cette situation d'approbation convenue contraste avec les mobilisations importantes déclenchées par la construction de barrages en Thaïlande, notamment à Pak Mun près d'Ubon Ratchathani à la frontière méridionale du Laos à la fin des années 1990 [Missingham 2003, pp. 65-95]. En délocalisant sa production électrique chez son voisin au régime totalitaire, la Thaïlande contourne l'écueil des mouvements de protestation qui avaient affecté la réalisation de ses grands projets hydroélectriques situés dans des régions densément peuplées.

En outre, la Thaïlande n'a pas à craindre la concurrence industrielle que pourrait lui opposer un Laos en plein développement économique. Les taux de croissance dépassant 8% par an ne doivent pas faire illusion, car ils sont à rapporter à un faible niveau initial de production. La manne financière apportée par l'électricité (28 millions de \$US de taxes et dividendes en 2011) à l'État laotien ne semble pas être réorientée vers de grands investissements productifs. Le régime consolide d'abord sa base sociale en augmentant régulièrement le salaire mensuel des fonctionnaires, qui est passé d'environ 40 dollars US en 2008 à 140 en 2014 pour ceux de niveau licence. Des revenus annexes permettent à nombre d'entre eux d'augmenter de manière visible leur train de vie. « *La croissance est surtout tirée par la consommation intérieure, stimulée par une forte augmentation du salaire des fonctionnaires et celui des employés du secteur privé, du début de l'apparition de la classe moyenne urbaine et de la demande extérieure en matières premières* » [Vorapeth 2013, p. 356]. L'achat de véhicules et de biens d'équipement ménagers, ainsi que les investissements immobiliers et la construction, et la consommation de produits de luxe comme les parfums sont en pleine expansion, alors que les sources majeures de revenus du pays proviennent toujours du secteur de l'énergie et des mines, même si les ateliers de confection se sont multipliés dans la capitale.

La capitale Vientiane, quasi-vide de véhicules à moteur individuels dans les années 1990, est désormais victime d'embouteillages. Ses faubourgs se couvrent de grandes villas, de plus en plus construites pour être louées à des loyers mensuels élevés (plusieurs milliers de dollars). Les producteurs thaïlandais de matériaux de construction, de véhicules et d'appareils ménagers, vendus au Laos, sont favorisés en raison de la qualité souvent supérieure à celle des produits chinois proposés dans la même gamme. Chaque fin de semaine, un grand nombre d'habitants aisés de Vientiane passent la frontière, alors embouteillée, pour faire leurs courses dans les hypermarchés de Nongkhai et d'Udon Thani. En revanche, les systèmes de santé et d'enseignement publics ne semblent guère évoluer significativement, et les transports collectifs publics restent quasi-inexistants dans les grandes villes.

Les bénéfices de l'hydroélectricité se recyclent dans la consommation privée pour le plus grand intérêt de l'économie thaïlandaise.

Cette frénésie d'achat de biens de consommation se double d'une pénétration considérable de biens culturels thaïlandais, facilitée par la proximité des langues lao et siamoise. Tous les bars karaoké, principaux lieux de loisirs du petit peuple, diffusent de la musique thaïlandaise (*molam*, variétés, rock). Alors que les musiques étrangères sont interdites, les copies de VCD (chansons de variétés) et DVD (films d'action) thaïlandais se trouvent dans tous les marchés. Les copies de DVD de films chinois sont doublées en siamois. Dans les villes, presque chaque maisonnette dispose désormais d'une télévision pour regarder les chaînes thaïlandaises et des VCD. L'édition et la diffusion de la presse reste quasi-nulle, mais les jeunes disposent de smartphones et de tablettes à connexion Internet sur lesquels ils accèdent librement aux sites web et vidéos thaïlandais, et communiquent via Facebook, le plus souvent en siamois.

En outre, la configuration d'un réseau de distribution discontinu essentiellement tourné vers l'exportation et les pénuries d'eau dans les barrages pendant la saison sèche impose l'importation, notamment de Thaïlande, d'une partie de l'électricité consommée dans un pays où le taux d'électrification des maisonnettes est passé de 37% en 2001 à 79% en 2011 [Mottet & Lasserre 2014]. Ce taux d'importation, supérieur au taux d'exportation depuis 2007, a pris une part croissante de la part d'électricité consommée : 17% en 1992 (42 MW), 26% en 2002 (201 MW) et 39% en 2012 (1 127 MW). A l'inverse, le taux d'exportation de la quantité d'électricité produite ne fait que diminuer : 61% en 1992 (460 MW), 49% en 2002 (771 MW) et 17% en 2012 (320 MW) [EdL 2012].

L'influence de l'économie thaïlandaise sur le Laos est telle que : « *la Thaïlande est considérée comme le poumon économique du Laos, car non loin de 70% de ses besoins de nécessités premières et d'équipements proviennent de ce royaume et plus de 80% de ses importations et exportations passent par ce pays.* » [Vorapeth 2013, p. 124]

### 3. Tensions avec le Viêt Nam, l'allié politique du Laos

Le Viêt Nam peut-il tolérer cette influence thaïlandaise sans limites ? Une trop grande visibilité thaïlandaise dans la province de Xaignabouly serait-elle de nature à susciter de l'inquiétude chez l'allié historique de la RDPL ? A la fin de l'année 2012, les autorités locales organisent des festivités traditionnelles avec des invités vietnamiens, la ville étant décorée de drapeaux vietnamiens, de photographies géantes de dirigeants prenant des bains de foule et de banderoles rappelant la solide amitié entre la RDPL et la République socialiste du Viêt Nam. S'agit-il alors de faire oublier que le projet phare de la province est le barrage sur le Mékong ? Certes, l'année 2012 était « l'année de la solidarité et

de l'amitié Laos – Viêt Nam », et les autorités célébraient une coopération qui se manifeste à tous les niveaux, politique, sécuritaire et économique depuis 1975 [Vorapeth 2013, p. 76]. Si sur le site web du ministère de l'Energie et des Mines, le gouvernement lao a annoncé vouloir fournir 7 000 MW à la Thaïlande en 2020, il promet aussi au Viêt Nam une livraison de 5 000 MW, alors que ce montant était de 3 000 en 2008. En outre, le Viêt Nam reste en 2012 le premier pays investisseur direct au Laos [Vorapeth 2013, p. 81].

Ces manifestations locales d'amitié indéfectible avec un Viêt Nam éloigné géographiquement de cette province visent-elles à atténuer les tensions résultant de la construction de ce barrage controversé ? En effet, en avril 2011, lors d'une réunion de la MRC, le Viêt Nam, la Thaïlande et le Cambodge s'inquiètent d'éventuelles retombées négatives du barrage de Xaignabouly sur leurs secteurs agricoles et halieutiques. En conséquence, en mai 2011, le gouvernement laotien charge la société finno-suisse *Pöyry* de réaliser une étude d'impact. Dès juin 2011, cette société d'ingénierie conseille au gouvernement laotien de commencer les travaux, estimant que les doutes de la MRC ne sauraient avoir de conséquences juridiques, car celle-ci n'a pas le pouvoir de rejeter les projets de l'un de ses membres [Cooper 2012]. En effet, le traité de la MRC de 1995 n'a pas repris l'obligation de consensus prévue par les précédents traités signés en 1957 et 1975. La Thaïlande a refusé l'introduction dans ce nouveau traité d'un droit de veto des États-membres, car elle craignait que les États communistes ne puissent s'opposer à ses propres projets [Öjendal & Jensen 2012]. En conséquence, le gouvernement laotien a informé l'investisseur principal, *Ch. Karnchang* (déjà associé avec *Pöyry* pour la construction du barrage de Nam Ngum 2) et son homologue thaïlandais que, la consultation préalable étant faite, la construction du barrage pouvait commencer, ce qui plaçait les autres membres du MRC devant le fait accompli.

A la fin de l'année 2011, le Viêt Nam et le Cambodge se déclarent insatisfaits du rapport de *Pöyry* en raison de l'absence d'informations sérieuses sur les migrations de poissons et les flux d'alluvions. En janvier 2012, le gouvernement laotien commande donc un rapport complémentaire à l'entreprise française *Compagnie nationale du Rhône* (CNR), dont il publie le rapport en avril. En novembre 2012, les gouvernements vietnamien et cambodgien réclament de nouvelles études d'impact, mais ne se prononcent plus sur un éventuel moratoire des travaux qu'ils ne peuvent pas juridiquement empêcher. A l'exception des États-Unis inquiets de l'influence chinoise grandissante dans la région et auprès de la RDPL, aucun gouvernement ne critique le gouvernement laotien pour avoir contourné l'esprit du traité de la MRC [Hebertson 2011, 2012]. L'« amitié socialiste » semble redevenue indéfectible, mais résistera-t-elle aux éventuelles conséquences négatives pour le Viêt Nam de l'exploitation de ce barrage ?

L'irritation suscitée au Viêt Nam transparait régulièrement dans la presse contrôlée par le régime. Ainsi, dans un article du 14 avril 2014, le journal

*Thanh Nien*, publication de la Fédération de la jeunesse vietnamienne, lue quotidiennement par plusieurs millions de lecteurs, reprend les principaux griefs contre ce barrage, ainsi que contre celui, de moindre envergure, de Don Sahong, prévu dans la région touristique des Sip Phan Don (« 10 000 îles ») à la frontière du Cambodge, et annoncé par la RDPL en septembre 2012 sans consultation des pays concernés. Le même article rappelle que la MRC avait souhaité en mars 2011 qu'une cinquantaine d'études d'impact soient réalisées avant la poursuite de la construction du barrage de Xaignabouly, et que ces barrages pourraient avoir des conséquences tragiques pour les populations installées en aval du Mékong par la rétention des alluvions fertilisantes et le blocage des routes de reproduction des poissons. L'article cite Viraphonh Viravong, ministre adjoint de l'Énergie laotien, qui écarte toute critique : « *Nous sommes sûrs qu'il n'y aura pas d'impact significatif sur le cours inférieur du fleuve [...] Le Laos a besoin de développement et a le droit au développement. Nous n'avons pas besoin d'un consensus ou d'un accord pour avancer.* »

La presse de la République populaire de Chine, autre pays communiste partageant le bassin du Mékong et qui n'a pas signé le traité de la MRC, s'est aussi fait l'écho des tensions causées par la construction des grands barrages au Laos (pour attiser les tensions entre la RDPL et le Viêt Nam ?). Ainsi, un article du *South China Morning Post* du 8 avril 2014 rappelle que la construction du barrage de Xaignabouly a repris en novembre 2012 en dépit des protestations du Cambodge et du Viêt Nam, nations situées sur le cours inférieur du Mékong. L'article se focalise essentiellement sur le risque sismique, et mentionne les tremblements de terre de 2007 et 2011 dans cette province. Il conclut en citant un groupe d'ONG basé au Viêt Nam, *Vietnam Rivers Network*, et qui a exigé la suspension immédiate de la construction de ce barrage. Ce dernier menacerait la sécurité alimentaire du Viêt Nam, puisque le delta du Mékong fournit la moitié de la nourriture des Vietnamiens.

A la suite de la réunion de la MRC tenue en avril 2014, Nguyen Minh Quang, le ministre vietnamien des Ressources naturelles et de l'Environnement, a demandé au Laos de cesser la construction du grand barrage en attendant les résultats des études d'impact qui doivent être présentées en décembre 2015. Face à l'intransigeance du gouvernement laotien, les diplomates vietnamiens auraient même approché les gouvernements japonais et américain pour tenter de les convaincre de payer les Laotiens afin de faire stopper ces projets de barrages. Plusieurs études tendent à démontrer que les pays de l'aval n'auront que des retombées financières négatives, alors que le Laos (et les investisseurs) et la Chine peuvent attendre de gros bénéfices de leurs barrages en amont du Mékong [Kim Hang Pham Do 2014].

Un article d'un magazine d'opposition birmane, *The Irrawaddy*, commente aussi ce sommet de la MRC d'avril 2014 à Ho Chi Minh Ville (Saigon) pendant lequel des tensions entre les « jumeaux communistes » sont apparues.

Il constate la crispation des officiels vietnamiens face au risque de blocage des sédiments charriés vers le delta du Mékong, qui fournit 90% des exportations de riz vietnamien. L'auteur de l'article évoque l'influence de la Chine dans l'attitude des autorités laotiennes, car ce pays n'a pas hésité à construire 4 barrages sur le cours supérieur du Mékong sans consulter les pays du cours inférieur, et il prévoit d'en construire 4 autres dans les mêmes conditions. Cette influence chinoise reste encore mineure en ce qui concerne l'hydroélectricité au Laos, mais il n'en est guère de même en haute Birmanie, et notamment dans l'État Kachin, où les barrages et projets hydroélectriques sino-birmans sont nombreux. Le gigantisme des projets financés par les sociétés chinoises a déclenché un mouvement de protestation de dimension internationale. En septembre 2011, le président birman Thein Sein a fini par suspendre le projet controversé du barrage de Myitsone. La raison principale de la suspension semble être la reprise du conflit entre l'armée birmane et les troupes autonomistes de la *Kachin Independence Organisation* (KIO), qui avait dénoncé le cessez-le-feu quelques mois auparavant. Le gouvernement laotien semble plus discret dans ses relations avec la Chine, compte tenu des différends impliquant ce pays et le Viêt Nam dans les îles de la mer de Chine.

En dépit des protestations internationales, la construction du barrage de Xaignabouly se poursuit et devrait être achevée en 2019. Le projet est officiellement présenté comme « *environmentally friendly* ». Des ONG de réputation internationale ne cessent pourtant d'en dénoncer les risques, comme *International Rivers* qui a publié un rapport en se fondant notamment sur les constatations des experts de la MRC. Ceux-ci ont établi qu'en cas de construction de plusieurs barrages sur le Mékong, les routes migratoires des poissons pour leur reproduction seront gravement affectées (69% entravées), même si des systèmes sophistiqués de passage sont construits, et qu'au Laos, la capacité des pêcheries sera réduite de 73%. Les modèles présentés par Pöyry ne s'appliquent pas au Mékong dont la biodiversité et les routes migratoires des poissons sont uniques, selon la MRC, qui ajoute que les données sont insuffisantes concernant l'impact sur l'écoulement des alluvions et des matières nutritives, déjà entravé par les barrages chinois en amont du Mékong [Hebertson 2011], phénomène observé sur d'autres barrages laotiens. Quant au rapport de la CNR, il a évacué la question des migrations des poissons, et il s'est fondé sur un modèle de barrage construit en France pour évaluer la situation des alluvions sans recueil de données locales [Hebertson 2012].

Le site de ce barrage n'est accessible que sur autorisation spéciale du Département de l'Énergie et des Mines, présentée à un poste de contrôle situé à une douzaine de kilomètres du lieu de la construction. Un grand nombre de villages nouveaux sont apparus sur les pentes le long des deux berges du Mékong en amont du site pour accueillir les ouvriers. La moitié des travailleurs sont des Laotiens, en général des ouvriers peu qualifiés, tandis que l'autre moitié est constituée de personnes appartenant à une douzaine de nationalités.



En embauchant un grand nombre d'experts et de travailleurs qualifiés philippins, *Karnchang* évite de se voir dépourvu de main-d'œuvre en cas de réactions hostiles des pays limitrophes. Ceux-ci ne se montrent guère dans la capitale provinciale, où les Chinois se sont pourtant imposés dans le paysage urbain par les travaux publics et les constructions commerciales. Ces présences étrangères diverses démontrent que le Laos cherche à louvoyer entre les lignes de force géopolitiques de la région. Depuis décembre 2014, la tension est remontée avec le lancement du projet de deuxième barrage sur le Mékong situé à la frontière lao-cambodgienne.

### Conclusion

Pendant plusieurs siècles, le Laos a tiré sa prospérité de sa situation centrale dans l'hinterland indochinois, où il prélevait des péages sur les nombreuses routes commerciales qui le traversaient. La rivalité entre le Siam et le Viêt Nam, qui avait, en partie, causé son déclin au XIX<sup>e</sup> siècle, paraît renaître de manière pacifique à la faveur des grands projets hydroélectriques. Le Laos, pris dans la frénésie du développement économique, joue désormais sur cette rivalité. En augmentant considérablement ses revenus grâce à l'« or bleu », il accroît sa capacité de négociation avec ses voisins, qui se considèrent trop souvent comme ses tuteurs. La construction de barrages hydroélectriques est devenue un enjeu majeur pour ce pays dans sa quête de souveraineté nationale et de stabilité sociale et politique. Cependant, le maintien des bonnes relations avec ses voisins dépendra de sa capacité technique à ne pas entraver la vie du grand fleuve.

### Références bibliographiques

Ouvrages, articles scientifiques et rapports

- COOPER, R. (2012) – « The Potential of MRC to Pursue IWRM in the Mekong: Trade-offs and Public Participation » in J. ÖJENDAL, S. HANSSON & S. HELLBERG (dir.), *Politics and Development in a Transboundary Watershed, The Case of the Lower Mekong Basin*, Dordrecht, Springer, pp. 61-82.
- EdL (2012), *Annual Report*, Vientiane, 35 p., [http://www.edl.com.la/uploads/files/Documents/Annual\\_Report\\_2012.pdf](http://www.edl.com.la/uploads/files/Documents/Annual_Report_2012.pdf)
- HEBERTSON, K. (11/2011) – *Sidestepping Science: Review of the Pöyry Report on the Xayaburi Dam*, International Rivers, 24 p.
- HEBERTSON, K. (06/2012) – *Comments on CNR's report for the Government of Laos on the Xayaburi Dam*, 9 p.
- KIM HANG PHAM DO (2014) – *The role of issue linkage in managing the Mekong*, Helsinki, United Nations University – World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER), 21 p.

- LAWRENCE, S. (2009) – « The Nam Theun 2 Controversy and Its Lessons for Laos », Appendix: PATCHAMUTHU ILLANGO VAN (*World Bank country manager for Laos*), "Nam Theun 2 and Its Impact upon Hydropower Development in Laos", in F. MOLLE, T. FORAN & M. KÄKÖNEN, *Contested Watershed in the Mekong Region*, Londres: Earthscan, pp. 111-113.
- MIGNOT, F. (2003) – *Santé et intégration nationale au Laos, rencontres entre montagnards et gens des plaines*, Paris, L'Harmattan, 360 p.
- MISSINGHAM, B. (2003) – *The Assembly of the Poor in Thailand, from local struggles to national protest movement*, Bangkok, Silkworm Books, 237 p.
- MOLLE, F., FORAN, T. & KÄKÖNEN, M. (2009) – *Contested Watershed in the Mekong Region*, Londres, Earthscan, 224 p.
- MOTTET, E. & LASSERRE, F. (2014) – « Géopolitique des aménagements hydroélectriques des affluents du Mékong en RDP Lao : développement et intégration régionale », *Revue canadienne d'études du développement*, n°35-4, pp. 522-538, <http://dx.doi.org/10.1080/02255189.2014.966807>
- ÖJENDAL, J. & JENSEN K. M. (2012) – « Politics and Development of the Mekong River Basin: Transboundary Dilemmas and Participatory Ambitions » in J. ÖJENDAL, S. HANSSON S. & S. HELLBERG (dir.), *Politics and Development in a Transboundary Watershed, The Case of the Lower Mekong Basin*, Dordrecht, Springer, pp. 37-59.
- ÖJENDAL, J., HANSSON, S. & HELLBERG, S. (dir.) (2012) – *Politics and Development in a Transboundary Watershed, The Case of the Lower Mekong Basin*, Dordrecht, Springer, 211 p.
- PHOLSENA, V. & BANOMYONG, R. (2004) – *Le Laos au XXI<sup>e</sup> siècle, les Défis de l'intégration régionale*, Bangkok, IRASEC, coll. Regards croisés, 240 p.
- PHOLSENA, V. (2011) – *Laos, un pays en mutation*, Paris, Belin, La documentation Française, coll. Asie Plurielle, 208 p.
- VORAPETH, K. (2013) – *Le Laos contemporain, Parcours et perspectives d'une nation*, Paris, L'Harmattan, 455 p.

#### Articles divers en ligne

- AN DIEN (14/04/2014) – « Mekong River at risk as Laos forges ahead with dam-building spree », *Thanh Nien*, <http://thanhniennews.com/politics/mekong-river-at-risk-as-laos-forges-ahead-with-dam-building-spre-25310.html>
- Banque Mondiale (04.01.2011) – « Nam Theun 2 : résumé et description du projet », <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2011/01/04/nam-theun-2-resume-et-description-du-projet>
- *Euromonitor International* (06/2014) – « Markets Of The Future in Laos », <http://www.euromonitor.com/markets-of-the-future-in-laos/report>
- HEBERTSON, K. (15/08/2013) – « The Mekong Dams Dispute: Four Trends to Watch », *International Rivers*, <http://www.internationalrivers.org/>
- MARTOV, S. (06/11/2013) – « Myitsone Dam Project on Hold, but Far From Dead », *The Irrawaddy*, [http://www.irrawaddy.org/z\\_kachin/myitsone-dam-project-hold-far-dead.html](http://www.irrawaddy.org/z_kachin/myitsone-dam-project-hold-far-dead.html)

- MARWAAN MACAN-MARKAR (10/05/2014) – « Lao Dam Troubles Mekong Waters », *The Irrawaddy*, <http://www.irrawaddy.org/asia/magazine-regional/lao-dam-troubles-mekong-waters.html>
- PINIJPARAKAM, Sucheera (05/01/2015) – « Thai institutions join global banking industry offering services in CLMV », Bangkok, *The Nation*, <http://www.nationmultimedia.com/business/Branch-of-Bank-of-Ayudhya-in-Vientiane-Laos--30251182.html>
- *South China Morning Post* (08/04/201) – « Experts renew quake fears over Xayaburi dam on Mekong River », <http://www.scmp.com/news/asia/article/1469903/experts-renew-quake-fears-over-xayaburi-dam-mekong-river-laos>
- *Vientiane Times* (26/03/2014) – « Thai banks finance Lao hydropower project », <http://en.vietstock.vn/2014/03/thai-banks-finance-lao-hydropower-project-58-171632.htm>